



Guerre à Gaza

Comment la France coopère avec Israël

Tony Fortin avec Patrice Bouveret

Sommaire

Introduction	3
Méthodologie et limites	5
STMicronics	6
Exxelia	9
Safran	11
Nicomatic	13
Radiall	16
Airbus Helicopters	17
Conclusion	18



Conditions de partage

Vous devez créditer l'étude, intégrer un lien vers notre site internet (<https://www.obsarm.info>).

Vous devez indiquer ces informations par tous les moyens raisonnables, sans toutefois suggérer que l'Observatoire des armements vous soutienne ou que nous soutenons la façon dont vous avez utilisé notre étude.

Dans le cas où vous effectuez des changements ou créez à partir des éléments composant l'étude originale, veuillez nous en demander l'autorisation.

Vous n'êtes pas autorisé à faire un usage commercial de cette étude, ni de tout ou partie des éléments la composant.

Rédaction : Tony Fortin
 Coordination : Patrice Bouveret
 Relecture : Jean-Michel Lacroûte & Dominique Mejsnerowski
 Mise en page : Sayat Topuzogullari
 Dépôt légal : juin 2025 - 1^{ère} édition
 Imprimé par nos soins à Lyon

Créé en 1984 à Lyon, sous le nom de Centre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits (CDRPC), l'Observatoire des armements a pour objectif d'étayer les travaux de la société civile sur les questions de défense et de sécurité et ce, dans la perspective d'une démilitarisation progressive.

L'Observatoire des armements est :

- un centre d'expertise et d'information indépendant à travers notamment ses études, son site Internet et la lettre d'information *Damoclès*,
- un outil pour la médiation et l'action dans le cadre de campagnes d'opinion et de plaidoyer auprès des élu-es et des autorités publiques.

L'Observatoire travaille sur deux axes prioritaires :

- les transferts et l'industrie d'armement pour renforcer leur contrôle démocratique ;
- les armes nucléaires et leurs conséquences en vue de leur élimination et pour la vérité et la justice concernant les victimes des essais nucléaires.

La documentation comprend environ 6 000 ouvrages, une centaine d'abonnements à des revues, des dossiers thématiques ainsi que des archives du mouvement de paix (affiches, bulletins internes).

Il s'inscrit dans les objectifs de l'ONU de réduction de la place de la militarisation dans la société (article 26 de la Charte) et de soutien au mouvement de résistance à la guerre.

L'Observatoire des armements est devenu un interlocuteur incontournable – pour la société civile, les médias et les responsables politiques – sur les questions de sécurité et de désarmement.

Observatoire des armements / CDRPC
187, montée de Choulans 69005 Lyon
+33 04 78 36 93 03

Courriel électronique : relais@obsarm.info
 Site internet : <https://www.obsarm.info>
 Médias sociaux : @obsarm

Guerre à Gaza : pas en notre nom

« Si on appelle à un cessez-le-feu, la cohérence, c'est de ne pas fournir les armes de la guerre », a déclaré Emmanuel Macron dès le samedi 5 octobre 2024, en clôture d'un sommet de la francophonie à Paris¹. Mais alors que l'Espagne, les Pays-Bas, le Royaume-Uni ont suspendu depuis déjà plusieurs mois certaines exportations d'armes vers Israël², que Madrid a annoncé un « plan de déconnexion technologique » avec l'État hébreu³, les autorités françaises évacuent tout débat.

Cela devient malheureusement un classique. Les morts se multiplient dans un conflit, l'indignation internationale est toujours plus vive, mais la France s'arc-boute sur ses positions, poursuivant sa coopération militaire. Ce qui était vrai pour le Yémen et l'Égypte se vérifie encore une fois pour l'offensive israélienne sans précédent contre Gaza.

Mais quelle coopération ? Pour justifier sa politique, Emmanuel Macron indique que la France ne vend plus d'armement à Israël⁴. Sébastien Lecornu est à peine plus prolix et affirme que Paris ne transfère que de l'armement défensif utilisé pour « le dôme de fer ». Il évoque aussi « une livraison très récente de composants élémentaires », tels que « des roulements à billes, des vitrages, des systèmes de refroidissement, des potentiomètres, des capteurs de pression »⁵.

Minimiser les exportations à Israël sous prétexte que le matériel n'est pas considéré comme de l'armement ou se réduit à des composants à double usage est une façon de parier sur la méconnaissance de l'industrie de l'armement par le grand public et le désintérêt d'une large majorité de parlementaires...

Cette nouvelle *Notes de l'Observatoire* s'inscrit dans le cadre du Réseau de surveillance des entreprises d'armement mis en place depuis 2022 pour renforcer la sensibilisation sur le rôle des entreprises d'armement en France et leur impact sur les conflits⁶.

Cette note n'est pas une vue d'ensemble des relations entre la France et Israël dans le domaine militaire, mais une photographie de la situation à un moment donné qui prolonge les travaux antérieurs de l'Observatoire des armements⁷. Elle se focalise sur les relations avec Israël de six entreprises implantées en France.

¹ Emmanuel Macron se prononce en faveur de l'arrêt des livraisons d'armes à Israël pour la guerre à Gaza : « honte », réplique Benjamin Netanyahu », Le Monde avec AFP, https://www.lemonde.fr/international/article/2024/10/05/gaza-emmanuel-macron-se-prononce-en-faveur-de-l-arret-des-livraisons-d-armes-a-israel_6344538_3210.html

² Israël "condamne fermement" l'annulation par l'Espagne d'un contrat d'armement », BFM TV, 25 avril 2024, https://www.bfmtv.com/economie/international/israel-condamne-fermement-l-annulation-par-l-espagne-d-un-contrat-d-armement_AD-202504250154.html ; Cécile Ducourtieux, Le Royaume-Uni suspend en partie ses ventes d'armes à Israël, Le Monde, 3 septembre 2024 ; Aperçu historique des demandes rejetées pour les biens militaires, site du gouvernement des Pays-Bas, <https://www.rijksoverheid.nl/onderwerpen/exportcontrole-strategische-goederen/documenten/rapporten/2019/03/04/historisch-overzicht-afgewezen-aanvragen-voor-militaire-goederen>

³ L'Espagne annonce un plan de désengagement technologique avec l'industrie militaire israélienne », RFI, 30 mai 2025, <https://www.rfi.fr/fr/europe/20250530-l-espagne-annonce-un-plan-de-d%C3%A9sengagement-technologique-avec-l-industrie-militaire-isra%C3%A9lienne>

⁴ Cyrielle Thevenin, « La France ne livre pas d'armes à Israël » : ce que disent les chiffres », Le Dauphiné Libéré, 7 octobre 2024, <https://www.ledauphine.com/defense-guerre-conflit/2024/10/07/la-france-ne-livre-pas-d-armes-a-israel-ce-que-disent-les-chiffres>

⁵ Rapports au Parlement : bond des exportations de biens à double usage à Israël en 2023 », Observatoire des armements, 3 septembre 2024, <https://www.obsarm.info/spip.php?article665>

⁶ <https://www.obsarm.info/spip.php?article357>

⁷ Cf. notre étude, La coopération militaire et sécuritaire France-Israël, rédigée par Patrice Bouveret et publiée en 2017 dans « Les Cahiers de l'AFPS », n° 28, <https://www.obsarm.info/spip.php?article428> ; et « Guerre à Gaza : la France complice ? » in Damoclès, n° 169-170, 2023, <https://www.obsarm.info/spip.php?article635>

Aller plus loin

Notre étude complémentaire sur cette coopération

Cahier de l'AFPS n° 28 - Mai 2017, 100 pages

10€

Cette coopération est en totale contradiction avec la signature par la France des textes internationaux — notamment les Conventions de Genève ou la Position commune de l'Union européenne sur les exportations d'armements — qui lui confère des obligations de respecter et de faire respecter le droit international humanitaire.

C'est pourquoi en 2017, l'**AFPS** a décidé de confier la rédaction d'une étude à l'**Observatoire des armements** sur la coopération militaire et sécuritaire entre la France et Israël, afin de disposer d'informations les plus complètes possibles, d'abord pour mieux comprendre et mesurer les enjeux, ensuite pour aller interpellier les responsables politiques et demander la mise en place d'un moratoire sur cette coopération.



Un partenariat historique et multi-facettes

Les entreprises françaises fournissent avant tout des pièces et composants à Israël et très peu de produits « militaires » finis ou assemblés. C'était le cas dans les années cinquante quand la France était son principal partenaire et qu'elle lui a fourni notamment des avions de chasse, des blindés, des usines et même un réacteur lui permettant de fabriquer la bombe atomique.

Or la situation n'a plus rien à voir sur le plan géopolitique et industriel : Israël a développé une industrie militaire dans un grand nombre de secteurs, qui exporte massivement (70 % de sa production). Le pays bénéficie d'une aide militaire américaine massive qui sert à financer de nombreuses recherches et des achats de matériel.

Dans le domaine de l'électronique, de l'IA et des drones, les sociétés israéliennes sont en avance par rapport à la France. Si les entreprises comme Thales et Safran se retrouvent dans une forme de concurrence avec Rafael, IAI ou Elbit, cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de relations entre elles.

Dans les années 2000-2010, Israël a fourni à la France son savoir-faire en matière de drone, à travers des partenariats avec Airbus et Thales. Thales coopère ainsi avec Elbit/IAI dans la conception de différents types de drones et Airbus avec l'entreprise IAI sur le segment des drones MALE. Les entreprises israéliennes s'associent avec leurs « homologues » européennes pour accéder à de nouveaux marchés et réduire leurs coûts de développement, en bénéficiant notamment de programmes de financement mis en place par l'Union européenne. Cette coopération s'est aussi développée en matière satellitaire, domaine dans lequel la France est beaucoup plus avancée...

Une transparence floue et limitée

Ensuite, le marché de l'armement s'est lui-même transformé : c'est d'abord un marché de pièces et de composants. Les avancées en matière d'électronique sont aujourd'hui majeures. Et des composants que l'on retrouve dans la vie courante suffisent pour concevoir des drones « bon marché » qui peuvent être plus destructeurs que des missiles coûtant des millions d'euros... Les données des rapports officiels en témoignent : ce sont bien les composants, notamment à double usage (à la fois civils et militaires) qui sont au cœur de nos échanges avec certaines puissances, comme la Russie ou Israël. Cela pose de nouvelles questions vu que ce secteur est encore moins transparent et contrôlé que le marché des armes stricto sensu.

La France ne dispose toujours pas d'une base de données accessible au public sur les transferts

d'armements, contrairement à d'autres pays européens. De plus, le Rapport au Parlement sur les exportations d'armement publié chaque année depuis 2020 a connu à plusieurs reprises des modifications dans les tableaux fournis, rendant difficile les comparaisons sur la longue durée.

En 2023, selon les données publiées par le ministère des Armées, les prises de commande d'armement à Israël se maintiennent à un niveau faible mais significatif : 19,9 millions d'€. Elles s'élevaient à 25,6 M d'€ en 2022. Quant aux livraisons, elles se chiffrent à 30,1 M€ en 2023 et 15,3 M€ en 2022.

Mais les exportations de biens à double usage, qui concernent ces pièces ont explosé : 192 M€ en 2023 contre 34 M€ en 2022. L'immense majorité concerne du matériel électronique (154 M€), des capteurs et des lasers (19 M€). Il faudra cependant attendre encore quelques années pour dégager une tendance générale sur les transferts de biens à double usage à l'État hébreu, le premier Rapport au Parlement sur les biens à double usage ayant été publié seulement en 2022 par le ministère de l'Économie et des Finances.

Ceci dit, les publications officielles comportent uniquement des données financières et ne rendent pas compte, ni du type de matériels vendus, ni des échanges de « matière grise » (partage d'ingénieurs, investissement dans la recherche...). Or c'est aussi dans ce sens-là que l'on doit appréhender les relations entre les deux pays.

De plus, nous ne disposons d'aucune donnée officielle concernant les importations d'armement de la France, ni des biens à double usage, qui permettraient de connaître les volumes et la nature des coopérations qu'entretient la France avec Israël, comme avec les autres pays.

Comment expliquer les données d'exportation sur les biens à double usage ? Quelles sont les autres entreprises impliquées ? Quelle forme cette coopération est-elle en train de prendre dans un contexte de réorganisation progressive du marché de l'armement autour de l'automatisation, de l'IA, des drones ? Quelles passerelles avec le monde civil ? Cette note apporte des éléments de compréhension supplémentaires à notre brochure co-éditée avec l'AFPS (Association France Palestine Solidarité) en 2017 qui détaille l'historique de la coopération militaire France-Israël, les champs de coopération, et le numéro de notre revue Damoclès qui revient sur les derniers projets de coopération militaire¹.

¹Cf. notre étude, La coopération militaire et sécuritaire France-Israël, rédigée par Patrice Bouveret et publiée en 2017 dans « Les Cahiers de l'AFPS », n° 28, <https://www.obsarm.info/spip.php?article428> ; et « Guerre à Gaza : la France complice ? » in Damoclès, n° 169-170, 2023, <https://www.obsarm.info/spip.php?article635>

Méthodologie et limites

Pour cette enquête, nous avons reproduit la méthode mise en place dans le cadre du Réseau de surveillance des entreprises d'armement, utilisée notamment pour les recherches sur comment la France contourne l'embargo sur la Russie¹. Dans un premier temps, nous avons tenté de repérer un certain nombre de transferts en utilisant des données issues de deux bases d'information douanière différentes : Tradeindata² et Globalwits³. Puis, nous nous sommes concentrés sur quatre entreprises positionnées sur le double usage, mais dont une part importante de leur activité est dédiée à la défense au sens large (défense, aéronautique, satellitaire...). Ces sociétés sont stratégiques, axées sur des domaines souverains.

Manque de transparence

Mais cependant, nous avons été confrontés à certaines difficultés. Deux « limites » ont conduit à restreindre considérablement les résultats de nos recherches. D'abord, un certain nombre de relevés de déclarations en douane vers Israël ont été expurgés d'informations essentielles, les rendant inutilisables... Parfois les données étaient trop peu détaillées pour pouvoir identifier le produit précis et sa provenance. D'autre part, tous les pays n'ouvrent pas leurs données douanières. De façon générale, les bases de données commerciales ne font figurer ni les données de l'Union européenne, ni celles d'Israël, ce qui élimine la quasi-totalité des échanges.

Cela oblige à se focaliser sur les « transferts indirects ». C'est-à-dire ceux menés par les entreprises qui possèdent une filiale dans un pays tiers, où serait sous-traitée par exemple une partie de la fabrication. Nous avons repéré plusieurs transferts de composants fabriqués par des entreprises dont le siège social se trouve en France (ou qui, dans le cas d'Exxelia, sont historiquement françaises et très liées au ministère des Armées). Des technologies fabriquées par leur filiale indienne dans la plupart des cas. Or, comme nous n'avons pas accès aux données douanières de la France, il est difficile de faire un comparatif avec les exportations générales et vérifier si ce que nous avons repéré est représentatif...

Cela conduit en tout cas à ne révéler qu'une portion infirme de ce qui est exporté : en effet, les entreprises françaises produisent vraisemblablement leurs composants français les plus stratégiques sur le sol français, d'où ils sont expédiés – des transferts qui échappent à notre « radar ».

La cinquième entreprise STMicroelectronics, née en partie du monde militaire, produit majoritairement des composants tout public. Mais ceux-ci se sont retrouvés auparavant dans l'armement russe et des gammes produites se destinent spécifiquement au monde de la défense. C'est précisément son rôle « à front renversé » en matière de recherche et développement (R&D), l'étendue des coopérations qu'elle entretient... qui nous intéressent ici. Nous revenons également sur le cas de Safran, mais sur un volet nouveau : le recours à une solution israélienne en matière d'intelligence artificielle...

Nous ne visons pas une quelconque exhaustivité mais à d'effectuer un travail d'alerte. Si nous tentons d'esquisser des échanges en matière de savoir-faire, le travail de recherche doit être poursuivi en utilisant une autre méthodologie plus en mesure de documenter le volet R&D, comme des entretiens avec des universitaires ou ingénieurs situés dans les bassins de fabrication d'armement.

Enfin, nous avons confronté les six entreprises à nos recherches (par courrier postal et électronique). Trois nous ont répondu : Airbus, Exxelia et STMicroelectronics. Nous restons toujours ouverts au dialogue avec les directions des sociétés et les représentants du personnel.

¹Cf. Les Notes de l'Observatoire n° 7, juin 2023, 20 pages, disponible sur <https://www.obsarm.info/spip.php?article560>

²<https://www.tradeindata.com>

³<https://globalwits.com>

STMicroelectronics

Implantation française : Crolles (38), Rousset (13), Tours (37), Montrouge (92)

Des caméras intelligentes pour véhicules, développées à l'origine pour les missiles et drones israéliens.

La multinationale grenobloise est en quête de solutions de pointe pour équiper les véhicules haut de gamme, son premier marché. Elle a transféré à la start-up israélienne Adasky son savoir-faire en matière de puces pour la conception de systèmes infrarouges destinés aux véhicules. Problème : ceux-ci proviennent d'une technologie présente dans l'armement conçu par le groupe industriel israélien de défense Rafael Advanced Defense.



Capture d'écran illustrant la détection des objets

ADASKY (DR)

STMicroelectronics, un « accélérateur » à l'affût de l'innovation israélienne

Des composants électroniques de STMicroelectronics ont été massivement retrouvés dans les armes russes (drones, missiles, systèmes de surveillance, avions de chasse..) en Ukraine. En 2023, les importations de produits STMicroelectronics par la Russie se sont élevées à 114 millions de dollars, en progression par rapport à 2022 et 2021¹. Malgré ou plutôt grâce à la guerre, comme le détaille le groupe d'experts ukrainiens en charge des sanctions. La firme se défend en affirmant qu'elle respecte les réglementations en vigueur et n'a plus d'activités en Russie. Mais elle n'explique pas pourquoi un nombre croissant de composants parvient en Russie en passant par des pays tiers



Capture d'écran - STMicroelectronics

Faciliter et accélérer la création de Start-up (DR)

malgré le renforcement des sanctions². Le rôle de la firme franco-italienne auprès d'Israël semble non moins étendu, mais à front renversé.

STMicroelectronics cherche bien sûr à écouler sa production en Israël. La firme fournirait des puces à l'entreprise israélienne Semiconductor devices spécialisée dans le domaine des composants militaires, à usage des drones et missiles notamment³. Mais sa priorité est de capter le savoir-faire israélien, en avance dans le domaine de l'IA, des capteurs thermiques. À partir de son implantation dans la ville de Netanya, la multinationale joue le rôle d'« accélérateur » auprès de la tech israélienne, notamment à travers son programme « ST up » lancé en 2018. Les « jeunes pousses »⁴ ont accès aux ressources de développement, de technologie, de fabrication et de marketing de la multinationale. Cela leur permet de renforcer leurs recherches et de trouver plus facilement des investisseurs ou des clients. La plupart de ces startups officient dans des domaines divers : automobile, objets connectés, technologies agricoles...

Mais certains accords se prolongent au-delà du développement, comme le partenariat de longue date établi depuis 1999 avec Mobileye dans le domaine de la vision par ordinateur⁵. Une technologie qui permet d'avancer dans l'autonomie des véhicules. Et qui en équipe 170 millions. L'entreprise franco-italienne co-conçoit et fabrique toutes les puces produites par la société israélienne, à tel point que les difficultés rencontrées par celle-ci semblent une des sources de sa mauvaise santé actuelle.

¹ « Export Controls: A Key G-7 Tool to Halt Russia's War », groupe de travail international en charge des sanctions sur la Russie, juin 2024, https://fsi9-prod.s3.us-west-1.amazonaws.com/s3fs-public/2024-06/ym_export_controls_june_2024_final.pdf

² Olena Bilousova, Benjamin Hilgenstock, Elina Ribakova, Nataliia Shapoval, Anna Vlasjuk, et Vladyslav Vlasjuk, « Challenges of Export Controls Enforcement - How Russia Continues to Import Components for Its Military Production », groupe de travail international en charge des sanctions sur la Russie, 11 janvier 2024, https://sanctions.kse.ua/wp-content/uploads/2024/02/export_controls_-_final_-_1-11-24_update.pdf

³ Communiqué de la CGT STMicroelectronics : « Génocide à Gaza et Crimes en Cisjordanie : pour ne pas être complice, ST doit cesser toutes collaborations avec Israël », 9 avril 2025, <https://cgtstcrolles.fr/genocide-a-gaza-et-crimes-en-cisjordanie-pour-ne-pas-etre-complice-st-doit-cesser-toutes-collaborations-avec-israel>

⁴ Mantis Vision, Arilou et Algobrix dans le programme « St Up ». Mais STMicroelectronics a aussi transféré son savoir-faire à Valens, Karamba, Cadence system design, Adasky, Autotalks...

⁵ Mobileye a été racheté par Intel en 2017 mais le partenariat avec STMicroelectronics s'est poursuivi.

D'autres partenariats moins documentés posent question, comme celui signé avec le fondeur israélien Tower Semiconductor qui produirait avec STMicroelectronics des composants, notamment à usage militaire en Italie, selon les recherches du groupe Grothendieck⁶. Une usine dont la production de masse devrait démarrer cette année⁷.

Des missiles à l'automobile

D'autre part, l'accord signé avec Adasky en 2018, une jeune entreprise israélienne, interroge⁸. Il porte sur la conception de caméras thermiques permettant aux véhicules civils de percevoir et d'analyser leur environnement. Le capteur de la solution détecte les piétons à une distance de plus de 200 mètres, bien au-delà du champ de vision du conducteur la nuit grâce aux feux de route.

Problème : Adasky réutiliserait les développements technologiques de Rafael Advanced Defense Systems, une entreprise israélienne spécialisée dans l'armement⁹. En particulier, les technologies infrarouges développées pour les missiles et drones militaires trouvent une seconde application dans ces systèmes civils.

Le système Viper, conçu avec Adasky, intègre un algorithme basé sur les réseaux neuronaux pour classer les obstacles et les afficher au conducteur. Cette technologie présente des similarités avec les solutions d'intelligence artificielle développées par Rafael, utilisées dans des systèmes militaires tels que les missiles et drones, qui servent à identifier et suivre des cibles¹⁰.

Les capacités de reconnaissance infrarouge développées par Rafael sont notamment présentes dans les missiles Spike ainsi que dans les munitions téléguidées Spike Firefly, des armes utilisées dans le cadre des opérations militaires à Gaza¹¹.

Il est cruellement ironique de concevoir qu'une technologie développée aujourd'hui pour éviter des piétons aurait été perfectionnée au fil des bombardements de la population palestinienne.

STMicroelectronics a joué un rôle crucial dans l'adaptation civile : son infrastructure de fabrication et l'expertise de la firme en matière de certification automobile ayant permis de répondre « *aux exigences de poids, de taille et de consommation d'énergie* »¹².

Des questions se posent alors que près de 50 % du chiffre d'affaires de STMicroelectronics provient du secteur automobile, avec des clients majeurs comme Tesla et Hyundai. Dans quelle mesure la stratégie de développement de l'entreprise repose-t-elle sur des innovations militaires ? Ou contribue-t-elle à entretenir une base technologique israélienne qui est leur « foyer naturel » ?

Le monde de la tech israélienne est étroitement lié au monde militaire, notamment l'unité 8200 de l'armée israélienne qui développe une ingénierie en communication. De nombreux ingénieurs obtiennent des compétences dans le domaine durant leur conscription, obligatoire en Israël. Il n'est donc pas étonnant qu'un grand nombre de technologies israéliennes autour des véhicules autonomes vienne du savoir-faire militaire¹³. D'ailleurs, le PDG d'Adasky est un ancien général de l'armée de l'air israélienne¹⁴...

Dans une réponse communiquée le 7 mai, STMicroelectronics affirme qu'elle n'a eu qu'« *une collaboration ponctuelle avec Adasky en 2018, dans le cadre d'un programme d'accélération de start-up. Il s'agissait alors de réflexions autour d'applications liées à l'automobile. Depuis, ST n'a plus de relation avec cette entreprise.* »

Il est possible que le dernier cadre formel de travail entre Adasky et ST date du programme d'accélération établi en 2018, mais cela ne veut pas dire qu'une suite n'est pas prévue et que les technologies ST ont été retirées des développements actuels de la start-up israélienne.

Une brochure d'Adasky datée de mars 2021 fait toujours référence au système sur puce Ada 1 sur lequel ST a travaillé¹⁵. De plus, le site spécialisé israélien Tech Time fait régulièrement mention d'un accord de fabrication liant les deux entreprises, notamment dans un article paru en 2023¹⁶. S'il n'a pas été enclenché, c'est peut-être parce que la solution, adaptée à la prochaine génération de véhicules, n'a pas encore atteint le stade de la production en série. Cette période d'attente n'est pas exceptionnelle dans un paysage israélien en avance de phase¹⁷. Enfin, une brochure ST éditée en 2023 met en avant le partenariat¹⁸. Placée devant ces éléments, la multinationale n'a pas répondu.

⁶Groupe Grothendieck, « De Grenoble à Tel Aviv », lundi matin, le 1er avril 2024, <https://lundi.am/De-Grenoble-a-Tel-Aviv>

⁷« Tower ferme l'usine Fab-1 de Migdal HaEmek », TechTime, février 2024, <https://techtime.co.il/2024/02/15/tower-semiconductor-25/>

⁸« ST fabriquera la caméra automobile d'AdaSky à Yokneam », TechTime, février 2018, <https://techtime.co.il/2018/02/22/adasky-2/>

⁹« Sungwoo a investi 20 millions de dollars dans AdaSky », TechTime, novembre 2018, <https://techtime.co.il/2018/11/16/adasky-3/>

¹⁰Seth J. Frantzman, Kelsey D. Atherton, « Israel's Rafael integrates artificial intelligence into Spice bombs », C4ISR.net, 17 juin 2019, <https://www.c4isrnet.com/artificial-intelligence/2019/06/17/israels-rafael-integrates-artificial-intelligence-into-spice-bombs/>

¹¹Eyal Boguslavsky, « Israeli Navy Fires Spike NLOS Missiles at Gaza Coastline Targets », Israel defense, 12 octobre 2023, <https://www.israeldefense.co.il/en/node/59890> ; « Israeli Company Rafael Confirms Operational Use of Spike Firefly Miniature Loitering Munitions in Gaza », Army Recognition, 8 juillet 2024, <https://armyrecognition.com/news/army-news/army-news-2024/israeli-company-rafael-confirms-operational-use-of-spike-firefly-miniature-loitering-munitions-in-gaza>

¹²« Sungwoo a investi 20 millions de dollars dans AdaSky », op. cit.

¹³« Israel's defence expertise drives tech boom for autonomous cars », Reuters, 23 mai 2018, <https://www.reuters.com/article/world/israels-defence-expertise-drives-tech-boom-for-autonomous-cars-idUSKCN1I00QW/>

¹⁴Site internet d'Adasky : <https://www.adasky.com/management/>

¹⁵Brochure d'Adasky, mars 2021, <https://israel-keizai.org/wp/wp-content/uploads/2021/03/ADASKY-company-non-NDA-presentation-10032021-for-IEI.pptx.pdf> ; Site du Cnccf : <https://israel.cnccf.org/les-missions-des-ccc/>

¹⁶« ADASKY lève 30 millions de dollars auprès de Gentex », Tech Time, 1er mai 2023, <https://techtime.co.il/2023/05/01/adasky-8/>

¹⁷« V2X est la seule technologie capable d'améliorer significativement la sécurité routière », Tech Times, 29 avril 2022, <https://techtime.co.il/2022/04/19/autotalks-27/>

¹⁸Brochure de STMicroelectronics : https://www.st.com/resource/en/brochure/st12570_brutoadas1118_web.pdf

L'un des co-fondateurs de Mobileye : « Il faut infliger aux [Palestiniens] ce que les États-Unis ont infligé au Japon »

Autre volet problématique, le co-fondateur de Mobileye, proche partenaire de STMicroelectronics, Amnon Shashua, un des plus grands milliardaires du pays, fait partie de la frange la plus dure des leaders d'opinion israéliens. Il est membre du conseil d'administration d'un fonds d'investissement qui encourage l'intégration de la communauté orthodoxe dans le secteur de la tech israélienne¹⁹. L'homme d'affaires a tenu les propos suivants après les crimes du 7 octobre : *« En ce moment, nous devons agir et non pas discuter, car c'est le moment de Pearl Harbor pour l'État d'Israël. [...] Nous avons été attaqués par l'armée d'un pays qui veut nous éliminer, et les qualifier de terroristes minimise l'événement. Nous devons leur infliger ce que les États-Unis ont infligé au Japon, sinon le Hezbollah sera à Tibériade la prochaine fois, et tous les Israéliens le savent. Les commentateurs n'ont pas besoin d'exprimer leur opinion, il suffit de faire preuve de détermination. »*²⁰

La dépendance très forte de STMicroelectronics vis-à-vis d'Israël pose évidemment problème. Dans un contexte d'imbrication de la « tech israélienne » dans le complexe militaro-industriel, l'industrie des nouvelles technologies nourrit, indirectement ou non, un projet militaire. Petit parmi les gros, STMicroelectronics se met dans la roue des innovations naissantes pour son développement, Israël, pôle de R&D majeur, est attractif pour la multinationale. Mais cela la conduit à entretenir indirectement la machine de guerre israélienne. Elle se lie les mains en amont de la filière avec la tech israélienne comme elle se lave les mains, cette fois-ci en aval, des conséquences de ces ventes sur étagères qui finissent indirectement en Russie...

La section CGT de STMicroelectronics a interpellé sa direction dans une lettre ouverte en juin 2024 pour demander la fin de la coopération entre leur entreprise et Israël et l'arrêt du contournement des embargos par des pays tiers (Russie)²¹. Elle a renouvelé ses revendications lors d'un rassemblement organisé avec Urgence Palestine devant l'usine le jeudi 10 avril 2025²².

Des élus aux abonnés absents

Va-t-on enfin discuter de la soutenabilité du « modèle grenoblois » qui se fonde en partie sur l'économie de guerre ? Une telle réflexion ne doit pas se limiter aux syndicalistes et conduire à séparer artificiellement les usages militaires des usages civils.

Si ceux-ci peuvent être mutualisés dans le but de réduire les coûts de développement, c'est autant de bénéfices pour le fabricant et pour les armées ! *« Lorsqu'il est devenu évident que la menace des drones ennemis était plus grave que prévue, Elbit s'est associée à des startups automobiles pour convertir leurs technologies de caméra, de capteur, de radar et d'intelligence artificielle en capacités à faible coût et à grande échelle dont l'armée avait besoin. Cela n'a pris que trois jours »* souligne un article de The Times of Israel²³. L'économie de la ville de Grenoble s'est construite en garantissant bien-être et prospérité à la population, mais sans égards quant à son implication, directe ou indirecte, dans les guerres actuelles. Une réalité que les élus locaux refusent d'examiner. Ils ont en effet renouvelé les aides de la métropole à la filière micro-électronique (plan Nano 2026).

Fin 2024, le RAMI, membre grenoblois du Réseau de surveillance des entreprises d'armement, a sollicité à cette fin la présidence de la métropole et différents conseillers. Seule Jacqueline Madrennes, membre de la majorité, a répondu en affirmant qu'elle a obtenu *« lors du dernier plan Nano qu'aucune subvention ne soit versée »*, ce qui semble inexact. Des PME liées pour partie au monde de la défense ont bien obtenu des subsides lors du conseil métropolitain du 29 septembre 2023²⁴.

De quoi donner des arguments supplémentaires au mouvement Stop Micro à Grenoble qui questionne l'épuisement en eau généré par ST et Soitec, et plus généralement les impacts néfastes cachés de l'industrie du numérique.

¹⁹ Site de Kamatech : <https://kamatechaccelerator.org/he/soon/en/#program>

²⁰ David Zoldan : « Amnon Shashua : « Qualifier le Hamas de terroriste minimise l'incident » », Ice.co, <https://www.ice.co.il/finance/news/article/983480>

²¹ « Lettre ouverte à Jean-Marc Chéry, CEO de STMicroelectronics », 3 juin 2024, <https://cgtstcrolles.fr/lettre-ouverte-a-jean-marc-cher-y-ceo-de-stmicroelectronics-stop-arming-israel>

²² « Génocide à Gaza et Crimes en Cisjordanie : pour ne pas être complice, ST doit cesser toutes collaborations avec Israël », 10 avril 2025, <https://cgtstcrolles.fr/genocide-a-gaza-et-crimes-en-cisjordanie-pour-ne-pas-etre-complice-st-doit-cesser-toutes-collaborations-avec-israel>

²³ Amir Mizrohi, « De A à Z – notre système de sécurité est en panne », Zman.co.il, 8 juillet 2024, <https://www.zman.co.il/501550/>

²⁴ Jean-Benoit Vigny, « Plan Nano : la Métropole réajuste ses aides vers les PME », Le Dauphiné Libéré, 29 septembre 2023 <https://www.ledauphine.com/politique/2023/09/29/isere-metropole-de-grenoble-la-metro-diminue-fortement-ses-aides-aux-nano>

Exxelia

Implantation française : Chanteloup-en-Brie (77), Paris (75), Saint-Nazaire (44), Pessac (33), Illange (57), Marmoutier (67), Antigny (85)

Des composants de pointe expédiés à l'entreprise d'armement Elbit

Malgré une plainte en cours d'instruction en France, pour complicité de crimes de guerre, Exxelia aurait poursuivi ses exportations de composants de 2021 à 2024.

Un de ses composants avait été retrouvé dans un missile qui avait tué trois enfants et blessé grièvement deux autres d'une même famille à Gaza en 2014. L'ONG Acat-France que nous avons aidée à l'époque, avait accompagné le dépôt de plainte des victimes. Plainte qui est en cours d'instruction au TGI de Paris. Cela n'a pas dissuadé l'entreprise de poursuivre ses transferts à l'État hébreu.

Propriété du groupe américain Heico depuis quelques années, Exxelia fabrique des composants passifs principalement dédiés au monde de la défense (militaire et aérospatial) mais pas seulement ; la plupart peuvent être rangés dans le domaine des biens à double usage (à la fois civils et militaires).

Des composants Exxelia envoyés depuis l'Inde à Israël

En 2021 et 2023, la société indienne Bharat electronics limited, spécialisée dans les équipements électroniques de défense, a fourni à plusieurs reprises des collecteurs tournants Exxelia à Elbit systems, une entreprise israélienne d'armement. Ses collecteurs tournants sont prioritairement destinés à un usage militaire ou critique, comme en témoigne le site internet de l'entreprise. Ce dernier égrène ses domaines d'application : l'aéronautique, les satellites, les missiles, le spatial¹, même si d'autres champs ne sont pas exclus. Selon un expert en électronique, ce type de collecteurs tournants, qui est « *un connecteur permettant de s'affranchir du câble à l'endroit de la rotation, est probablement adossé à une pièce mécanique coûteuse* ». Ces pièces sont fabriquées dans l'usine de Chanteloup-en-Brie dans les Yvelines et non en Inde, comme en témoignent le site de l'entreprise et une de nos sources.

¹Fiche technique diffusée par l'entreprise Exxelia : <https://exxelia.com/storage/exxelia-assets/datasheets/small-dimension-v1.pdf>

EXXELIA APPLICATIONS PRODUITS RESSOURCES QUALITÉ & ENVIRONNEMENT GROUPE CARRIÈRES CONTACT FR

Présentation Chiffres Clés Historique Organisation Implantations Ethique Comité exécutif

Le siège social d'Exxelia est basé à Paris. Les fonctions supports et opérationnelles - marketing, service client, R&D et production - sont déployées partout dans le monde pour offrir plus de réactivité et de flexibilité. Grâce à notre vaste réseau de vente couvrant plus de 30 pays, nous sommes en mesure d'apporter proximité, expertise technique approfondie et services de qualité, tout au long d'un projet de la conception à la production.

← Exxelia Chanteloup (formerly E... →

Exxelia Chanteloup (formerly Eurofima)

Catégories : Ceramic, Film, Mica

Matériaux : N/A

Recommandations : Filters, Position sensors, Slip Rings

Adresse : 1 rue des Temps Modernes

Royaume-Uni Danemark Lituanie Irlande Pays-Bas Belgique Allemagne Pologne Biélorussie France Autriche Hongrie Roumanie Croatie Serbie

Capture d'écran de la cartographie des sites de l'entreprise - Usine de Chanteloup-en-Brie

Exxelia (DR)

2023-03-02	elbit systems electro optics elop israel	bharat electronics limited india	slip ring dem pin 4780-4010-10 (for repair and return not for sale, no foreign exchange involved)	Undisclosed
2023-01-24	elbit systems electro optics elop israel	bharat electronics limited india	slip ring dem pin 4780-4010-10 (for repair and return not for sale, no foreign exchange involved)	Undisclosed

Captures d'écran d'une base de données douanières (DR)

Date	Importer	Exporter	Product	Weight	Details
2023-07-17	elbit systems electro optics elop israel	bharat electronics limited india	exxelia sz slipring s.no.19.0-145.22.9.325.22-9-327-esp (no.4360.86.10-10) (sub part of) components (slip ring) optical	Undisclosed	2
2021-12-20	elbit systems electro optics elop israel	bharat electronics limited india	exxelia sz slipring s.no.19.0-158-esp	Undisclosed	8

Default Template		L5		PRODUCT DESCRIPTION		Open Record		Custom Table		Display		Export		Get It	
Num		DATE/SOURCE		DATE		DCL#1, ND004553000DCL410408K01 DCL-41-408 (REV.00) 455 MFD 30		COUNTRY OF ORIGIN		PURCHASING COUNTRY		TOTAL VA		UNIT PRICE	
1		India/Exp		2024-03-02		5532280		FIXED CAPACITORS OF PAPER/PLASTIC/PLASTIC CAPACITORS/GRADE		ALCON ELE...		RELCOM CO., INDIA		ISRAEL	
2		India/Exp		2025-06-11		5532290		FIXED CAPACITORS OF PAPER/PLASTIC/PLASTIC CAPACITORS/GRADE		ALCON ELE...		RELCOM CO., INDIA		ISRAEL	

Captures d'écran d'une base de données douanières (DR)

Une facture ancienne atteste de l'envoi par Exxelia de collecteurs tournants à Bharat. Dans la réponse qu'elle nous a envoyée, l'entreprise affirme qu'« elle n'a pas été informée que des collecteurs tournants vendus à Bharat Electronics Limited auraient été réexportés vers la société Elbit ou toute autre société israélienne ». Pouvait-elle l'ignorer ? Bharat n'est pas n'importe quelle entreprise. Son actionnaire majoritaire est le gouvernement indien, un des premiers acheteurs d'armes françaises. Une *joint venture* signée entre Bharat et Thales ferait office de passerelle par laquelle la France réaliserait des transferts de technologie à l'Inde, notamment en matière de radars militaires².

Des composants civils envoyés au fournisseur d'Elbit, d'IAI et de Rafael

D'autres composants seraient parvenus en Israël. En 2023 et 2024, la filiale indienne Alcon electronics d'Exxelia a expédié des condensateurs film à l'entreprise israélienne Relcom components qui a notamment pour clients les sociétés d'armement Elbit, IAI, Rafael et le ministre de la défense israélien³. Des pièces que la filiale, récemment rachetée par Exxelia a fabriquées elle-même en Inde. Selon un expert en électronique, ces condensateurs se destinent à « des applications de puissance, précisément de conversion de puissance, voire pour des moteurs, des électroaimants et de la soudure ».

Certaines spécificités des pièces en question excluent techniquement une qualification des composants comme militaire⁴. Exxelia se fait fort de souligner que « la société Alcon Electronics n'opère pas dans le domaine de la défense, et les condensateurs film ne sont pas des produits militaires ni des biens à double usage ». Mais cela ne veut pas dire pour autant qu'ils ne pourraient pas être utilisés dans les conflits, les biens civils étant de plus en plus nombreux à être intégrés à l'armement ou être utilisés comme tels.

Enfin, Exxelia n'a pas suspendu ses exportations à Israël, « [elles] sont à ce jour limitées aux produits destinés à la réexportation par Israël et/ou à un usage strictement défensif » déclare-t-elle. Sans donner plus de détails... Un concept qui n'a pas grand sens sur le terrain. En effet, il s'agit de composants qui s'intègrent dans un système plus global. Leur usage précis n'est pas connu au moment de la production et peut seulement être évalué au moment de la vente. D'autre part, les usages ne peuvent être cloisonnés. Par exemple, des systèmes dits défensifs (radars, systèmes de défense anti-aériens) peuvent servir directement ou non à bombarder des populations.

²« Thales & Bharat Electronics forment une société commune en Inde », communiqué de presse de Thales, 30 septembre 2024, <https://www.thalesgroup.com/fr/worldwide/aeronautique/press-release/thales-bharat-electronics-forment-une-societe-commune-en-inde>

³Site de Relcom : <https://www.relcom-comp.co.il/about/>

⁴La plage de température fixant le terrain d'utilisation des composants est limitée et préconise un usage industriel : -40, + 85 degrés.



Le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme demande aux entreprises d'armement de cesser leurs transferts d'équipements militaires à Israël au regard du « risque de génocide » à Gaza [juin 2024]

« En envoyant des armes, des pièces détachées, des composants et des munitions aux forces israéliennes, les [entreprises d'armement] risquent de se rendre complices de graves violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire » [...] Ce risque est renforcé par la récente décision de la Cour internationale de justice ordonnant à Israël de cesser immédiatement son offensive militaire à Rafah, après avoir reconnu le risque de génocide comme plausible, ainsi que par la demande déposée par le procureur de la Cour pénale internationale demandant des mandats d'arrêt contre des dirigeants israéliens pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. »

Le Haut-Commissariat ajoute cette précision : « La fin des transferts doit inclure les transferts indirects par le biais de pays intermédiaires qui pourraient être utilisés par les forces israéliennes¹. »

¹« States and companies must end arms transfers to Israel immediately or risk responsibility for human rights violations: UN experts », Ohchr, 20 juin 2024, <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2024/06/states-and-companies-must-end-arms-transfers-israel-immediately-or-risk>

Poursuite de sa coopération en matière aéronautique avec Israël

En 2024, Safran a notamment opté pour une solution d'IA utilisée par l'armée israélienne pour la maintenance d'hélicoptères Apache déployés à Gaza. Le fournisseur Odysight a profité de la guerre actuelle pour se développer.

En pleine guerre à Gaza, le 12 mai 2024, l'entreprise Safran a commandé le système de maintenance prédictive de l'armement conçu par une société israélienne Odysight¹. Un système qui se fonde sur des micro-caméras et un logiciel d'IA qui évalue l'état du matériel. Odysight ne fournit pas seulement ses caméras aux entreprises d'aéronautique, la firme israélienne équipe aussi les robots de contrôle des satellites de la Nasa et des caméras de contrôle de température pour les centrales nucléaires françaises². Le contrat avec le groupe français pose d'autant plus question que le système a été installé sur des hélicoptères israéliens d'attaque Apache UH60 (Blackhawk) qui sont utilisés lors des opérations d'assaut de l'armée israéliennes à Gaza³. Un exemplaire s'est notamment crashé à Gaza le 8 novembre 2024. D'autre part, Odysight fait partie de la poignée de startups venues du monde de la sécurité qui ont profité de la dernière guerre à Gaza pour se hisser parmi les entreprises moyennes du secteur⁴. L'entreprise a bénéficié, comme d'autres issues du secteur civil, de commandes du ministère de la Défense israélien pour répondre à des « besoins urgents » induits par les dernières opérations militaires.

Flou sur les échanges possibles de données

Non seulement Safran tirerait profit d'une technologie « testée » sur les Gazaouis, mais en plus, le flou demeure sur les échanges possibles de données et de connaissances entre l'entreprise française et l'armée israélienne, ou plus exactement l'entreprise IAI (Israel Aerospace industries) qui intègre les technologies d'Odysight dans les aéronefs⁵. Ce genre de système réajuste très certainement ses évaluations au fil des données qu'il prélève sur les enregistreurs de données de vol et autres capteurs. Odysight parle de « machine learning ». Or il n'existe pas nécessairement d'étanchéité entre les données prélevées sur le matériel de l'armée française/Safran et celui de l'armée israélienne. À la suite de ce contrat Safran-Odysight, l'armée française va-t-elle « entraîner » les algorithmes d'une solution qui garantirait la bonne maintenance des hélicoptères israéliens ? Parallèlement, bénéficiera-t-elle des « retours d'expérience » des fabricants d'armes israéliens, tels qu'IAI, consécutifs à la guerre à Gaza ?

Ce n'est pas la seule technologie issue du « savoir-faire » israélien que Safran exploite. On compte aussi le système Fireweaver développé par Rafael, un système servant à localiser les cibles qui fait la liaison

¹ « Odysight.ai Receives Purchase Order from France-based Safran Aircraft Engines », Yahoo ! Finance, 22 mai 2024, <https://finance.yahoo.com/news/odysight-ai-receives-purchase-order-123000872.html>

² Tech Time, août 2023, <https://techttime.co.il/2023/08/06/iai-43/>

³ Ibid. ; « Black Hawk down: Helicopter that saved thousands crashes after 30 years of IDF service », Ynetnews.com, 9 novembre, 2024, <https://www.ynetnews.com/article/bytwb71tr>

⁴ « Les startups de défense ont reçu des commandes d'une valeur de 1,2 milliard de shekels de la part de l'armée », Catalist.co.il, 29 janvier 2025, https://www.catalist.co.il/local_news/article/bjjk6s8oyg

⁵ Communiqué de presse d'IAI : « IAI and Odysight.ai Unveil New Monitoring System Technology for Helicopters: Visual Based Health for UH60 », 31 juillet 2023, <https://www.iai.co.il/iai-and-odysightai-unveil-new-monitoring-system-technology-helicopters-visual-based-health-uh60>



Captures d'écran d'un visuel diffusé par l'entreprise
Odysight (DR)

La société continuerait aussi à fournir des pièces à l'aviation israélienne. Nous avons repéré deux transferts de pièces de moteurs d'avions Safran (Snecma Mexico) à Israël, l'un le 13 juin 2022 l'autre le 20 octobre 2023.

L'unité mexicaine fabrique notamment des pièces critiques pour le moteur CFM56 que l'on retrouve traditionnellement dans les avions civils, mais aussi

Nous avons épinglé Safran récemment pour avoir assuré la modernisation électronique des équipements de l'armée russe (chars, avions de chasse, hélicoptères), en utilisant parfois une vitrine civile suite à l'embargo de 2014⁷. Une façon de contourner l'embargo sur la Russie. En 2022, de nombreux transferts sont passés par des sociétés tierces⁸. Sollicitée, l'entreprise n'a pas répondu à nos questions sur le volet israélien.

⁸« Ukraine : comment Safran se joue des sanctions sur la Russie », Observatoire des armements, 16 juin 2024. <https://www.obsarm.info/spip.php?article658>

· 12 · Les Notes de l'Observatoire · N° 8 · Juin 2025 ·

Nicomatic

Implantation française : Bons-en-Chablais (74)

13.000 connecteurs vendus à Israël

De 2022 à 2025, la société, implantée en Haute-Savoie, aurait livré, via sa filiale indienne, des milliers de connecteurs à Israël destinés en priorité à l'armement. Mais elle se servirait aussi de l'État hébreu comme centre d'innovation et pour placer ses composants en amont du développement d'un produit.

Bons-en-Chablais est un magnifique petit village de 6 000 habitants niché au cœur de la Haute-Savoie, à quelques encablures de Genève. Entre le bar ludique « Ô P'tit Bonheur la Chance » et la crèche « Galipette » pour accueillir les bambins, il y a de quoi être comblé. Mais la société Nicomatic, un des plus gros employeurs de la zone, rompt cette ambiance idyllique. En 2024, la société avait été pointée du doigt par RTL pour avoir livré des connecteurs à la Russie¹. Des connecteurs qui se retrouvaient dans des drones de l'armée russe. L'entreprise était passée par la Chine, où elle possède une usine. Bref, la petite société du coin est devenue une multinationale qui a réussi à mailler le monde de ses filiales – une vingtaine au total. Elle n'hésiterait pas à approvisionner tous les régimes, quel que soit leur niveau de répression ou d'implication dans les guerres : les Émirats arabes unis, la Turquie, la Chine².



Captures d'écran d'un visuel du site Bons-en-Chablais
Nicomatic (DR)

Nicomatic Inde : un pôle de ventes vers le Moyen-Orient et l'Asie

Autre destination problématique : Israël, pays auquel l'entreprise aurait livré via la société Elimec des milliers de connecteurs en 2022 et 2023 pour une valeur de 30 233 \$. Parmi les clients d'Elimec figurent des grandes sociétés d'armement israéliennes comme Elbit, IAI, Rafael. Des connecteurs qui auraient été envoyés depuis sa filiale indienne créée en 2022. Nicomatic India est à la fois un site de développement et de fabrication qui répond à l'initiative « Make in India » visant à attirer les investissements étrangers dans le domaine industriel. Une implantation qui fait office de pôle de ventes vers le Moyen-Orient et l'Asie. La spécialité de Nicomatic : « l'optronique, les radars, les missiles, les communications et l'armement militaires. » Une expertise qui s'étend « à des domaines émergents

¹Nicolas Burnens, « Guerre en Ukraine : ces entreprises françaises qui continuent de fournir l'armée russe », RTL, 3 mai 2024, <https://www.rtl.fr/actu/international/enquete-rtl-guerre-en-ukraine-ces-entreprises-francaises-qui-continuent-de-fournir-l-armee-russe-7900380731>

²Selon les données douanières sur Trademo.com

Nom	DATAS SOURCE	DATE	DESIGN	PRODUCT DESCRIPTION	SUPPLIER	PURCHASER	COUNTRY OF ORIGIN	ASSEMBLY COUNTRY	TOTAL VA (LIVE)	UNIT PRICE (€)	QUANTITY	UNIT
1	INDIA	2022-02-01	8331000	CABLE ASSY 800115-301 102506	NICOMATIC IND.	ELIMEC ELECTRO.	INDIA	ISRAEL	3135.59	3.1356	1000.00	UNT
2	INDIA	2022-02-25	8331000	CABLE ASSY 202506-800124-301	NICOMATIC IND.	ELIMEC ELECTRO.	INDIA	ISRAEL	3135.59	3.1356	1000.00	UNT
3	INDIA	2022-01-05	8331000	CABLE ASSY 800115-301 102506	NICOMATIC IND.	ELIMEC ELECTRO.	INDIA	ISRAEL	3114.88	3.1148	1000.00	UNT
4	INDIA	2023-02-27	8331000	202506 CABLE ASSY CLIENT PIN 800	NICOMATIC IND.	ELIMEC ELECTRO.	INDIA	ISRAEL	2954.82	2.9548	1000.00	UNT
5	INDIA	2022-07-02	8001100	102506 CABLE ASSY 800115-301	NICOMATIC IND.	ELIMEC ELECTRO.	INDIA	ISRAEL	2886.73	2.8867	1000.00	UNT
6	INDIA	2022-07-02	8001100	102506 CABLE ASSY 800124-301	NICOMATIC IND.	ELIMEC ELECTRO.	INDIA	ISRAEL	2886.73	2.8867	1000.00	UNT
7	INDIA	2022-10-17	8001100	102506 CABLE ASSY 800115-301	NICOMATIC IND.	ELIMEC ELECTRO.	INDIA	ISRAEL	2738.24	2.7382	1000.00	UNT
8	INDIA	2022-11-11	8001100	202506 CABLE ASSY 800124-301	NICOMATIC IND.	ELIMEC ELECTRO.	INDIA	ISRAEL	2716.20	2.7162	1000.00	UNT
9	INDIA	2022-02-01	8001100	CABLE ASSY 800124-301 202506	NICOMATIC IND.	ELIMEC ELECTRO.	INDIA	ISRAEL	1962.55	1.9625	500.00	UNT
10	INDIA	2022-02-25	8001100	CABLE ASSY 102506-800115-301	NICOMATIC IND.	ELIMEC	INDIA	ISRAEL				

Capture d'écran d'une base de données douanières (DR)

**NICOMATIC**

Produit et configurateur  Services  Ressources  Marchés  **Entreprise**  MyNicomatic 

Nicomatic Israël est spécialisée dans les pièces standard et personnalisées conçues par notre équipe d'ingénieurs israéliens qualifiés. Nicomatic Israël dessert une gamme variée d'industries, y compris le secteur militaire et de la défense, la marine, l'aviation civile, l'espace, le médical, l'interface homme-machine et le transport. Faites l'expérience de l'innovation et de la fiabilité avec Nicomatic Israël, où la connaissance rencontre l'excellence.



Capture d'écran du site internet de l'entreprise (DR)

tels que les drones, les technologies spatiales, les systèmes navals, les véhicules électriques (VE)³ ».

Nicomatic a ouvert une filiale en Israël en 2023 avec huit employés. Ce bureau est utilisé pour aborder directement ces clients qui ont des demandes plus spécialisées sans passer par son distributeur classique Elimec. La filiale indienne a ainsi exporté près de 12 500 \$ de connectique à Nicomatic Israel, des transferts qui se poursuivent dans le cas présent en 2025.

Scruter les innovations israéliennes

Mais l'entité israélienne sert aussi à repérer des compétences et à scruter les innovations israéliennes intégrables à ses propres produits. Ainsi, l'entreprise a pu mettre au point un type de connectique doté d'une étanchéité extrêmement élevée qui convient à la défense, l'aérospatiale et l'aviation⁴. Enfin, en investissant l'écosystème israélien, Nicomatic peut aussi plus facilement intégrer ses composants en amont de la conception d'un produit final et trouver ainsi de nouveaux débouchés, pas seulement en Israël, mais dans le monde entier. « Aujourd'hui, le segment de la défense représente environ 50 % des ventes mondiales de l'entreprise. Comparé aux autres marchés internationaux, le marché israélien est

incontestablement très créatif. Il n'y a pas de production de masse, mais beaucoup de recherche et développement. En tant qu'entreprise mondiale, nous considérons comme un atout majeur notre présence à ces étapes de la conception du produit. De plus, la combinaison de notre gamme de produits avec le marché israélien de la défense, ainsi que les importants budgets de recherche et développement, constituent un excellent lien pour nous », soulignait Mariano Shofer de Nicomatic en 2015⁵. Sollicitée, l'entreprise n'a pas répondu à nos questions.

³Site internet de Nicomatic : <https://www.nicomatic.com/company/subsidiaries/nicomatic-india>
⁴Oren Argaman et Joe Ben Shoham, « Solutions intégrées pour connecteurs, gestion thermique et solutions d'emballage », New-Tech Magazine, 6 novembre 2024, <https://www.new-techonline.com/2024/11/%d7%a4%d7%aa%d7%a8%d7%95%d7%a0%d7%95%d7%aa-%d7%9e%d7%95%d7%9b%d7%9c%d7%9c%d7%99%d7%9d-%d7%9c%d7%9e%d7%97%d7%91%d7%a8%d7%99%d7%9d-%d7%a0%d7%99%d7%94%d7%95%d7%9c-%d7%97%d7%95%d7%9d-%d7%95%d7%a4%d7%aa/>
⁵Amir Bar Shalom, « Elimec s'agrandit », New-Tech Magazine, janvier 2015, <https://www.new-techonline.com/2015/01/elimec-%d7%9e%d7%aa%d7%a8%d7%97%d7%91%d7%aa/>

Trade date	2025/03/22
B/L No.	0157762
Buyer	Nicomatic Electronics Limited Israel
Supplier	Nicomatic India Electronics
Import area	Israel
Export area	India
Product description	HC 222P00CN17-0400-P23P000 8-PINARMS CHN 220 P (ON CADEN ARM) 62 400 MIT L-5009H
HS code	85389090
Quantity	20
Weight	—
Total price	102880.62
Unit price	5144.0325
POB	Bangalore Air
POD	Tel Aviv Yaff

Trade date	2025/03/22
B/L No.	0157762
Buyer	Nicomatic Electronics Limited Israel
Supplier	Nicomatic India Electronics
Import area	Israel
Export area	India
Product description	HC 222P00CN17-0400-P23P000 8-PINARMS CHN 220 P (ON CADEN ARM) 62 400 MIT L-5009H
HS code	85389090
Quantity	20
Weight	—
Total price	40344.75
Unit price	2017.2375
POB	Bangalore Air
POD	Tel Aviv Yaff

Captures d'écran d'une base de données douanières (DR)



Capture d'écran de la cartographie de la présence internationale de l'entreprise (DR)

Radiall

Implantation française : Voreppe (38), Voiron (38), Château-Renault (37), Saint-Quentin Fallavier (37), Toulouse (31), Aubervilliers (93)

Livraison de connecteurs à Israël

Les connecteurs Radiall sont distribués en Israël par Avdor Technology. L'entreprise française co-développe certaines références avec son partenaire israélien. Si les composants sont à double usage, l'entreprise est historiquement liée au domaine spatial/militaire.

« L'avenir est entre nos mains. La crise environnementale, le manque d'éducation et l'inégalité des chances comptent parmi les défis urgents qui nous animent. » Dans son rapport d'activité¹, l'entreprise dirigée par Pierre Gattaz, ancien président du Medef, ne lésine pas sur la guimauve : les technologies développées par Radiall doivent améliorer l'humanité. La réalité est plus compliquée.

En dehors des manœuvres d'« optimisation fiscale » documentées par *L'Humanité*², la multinationale avait été pointée pour avoir fourni en 2022 des connecteurs à la Russie par le média indépendant russe *The Insider*.³

Ses spécialités :

télécommunications, espace et défense

L'année suivante, l'entreprise aurait également réalisé des envois à Israël, comme nous le montrent les informations douanières. Elle est passée par sa filiale indienne. Il est même probable que ses câbles soient produits en Inde puisque la multinationale française y possède une usine, employant 160 personnes. Ses spécialités : télécommunications, espace et défense.

Au début, en 1954, l'entreprise fournissait des connecteurs pour la télévision. Mais en 1974, elle se tourne vers les marchés du spatial qui sont étroitement liés au militaire : les technologies liées au satellite permettent de surveiller les populations, gérer les communications militaires, contrôler les armes aériennes. Radiall est aujourd'hui impliquée



Captures d'écran du visuel d'un des sites de l'entreprise

Radiall (DR)

dans 300 programmes satellitaires. L'aéronautique semble être un de ses premiers marchés, mais nous pouvons trouver des connectiques Radiall également dans le rail, les équipements industriels, le domaine médical... Radiall possède des bureaux de vente (directs) en Europe, Amérique et Moyen-Orient et des unités de production en Europe, Asie et Amérique. Mais son réseau de distributeurs est plus large et couvre toute la planète.

Du sur-mesure pour les clients israéliens

Le client israélien des composants Radiall est le distributeur Avdor dont les premiers champs d'activité sont le militaire et l'aéronautique. Sur son site internet, Avdor égrène les spécificités des composants Radiall : « Les marchés de l'automobile, des télécommunications, de l'armée et de l'aérospatiale⁴. » Comme dans le cadre des composants Nicomatic, Radiall fournit ses solutions que son partenaire israélien peut adapter aux besoins des clients, via l'accès à un outil de production. En 2016, Avdor a présenté lors d'un salon israélien un produit co-développé avec Radiall⁵. Sollicitée, l'entreprise n'a pas répondu à nos questions.

2023-08-23	avdor technology ltd israel	radiall india private limited india	optical fiber cable assembly part no 17491a10011a1sai	Undisclosed	9
2023-08-23	avdor technology ltd israel	radiall india private limited india	optical fiber cable assembly part no 17491a10011a1sai	Undisclosed	3
2023-08-23	avdor technology ltd israel	radiall india private limited india	optical fiber cable assembly part no 17491a10011a1sai	Undisclosed	3
2023-09-23	avdor technology ltd israel	radiall india private limited india	optical fiber cable assembly part no 17491a10011a1sai	Undisclosed	6
2023-08-14	avdor technology ltd israel	radiall india private limited india	optical fiber	Undisclosed	

Capture d'écran d'une base de données douanières (DR)

Airbus Helicopters

Implantation française : Marignane (13), Dugny (93), Toulouse (31)

Transfert de technologie à Israël en pleine guerre à Gaza

La filiale uruguayenne d'Airbus Helicopters aurait transféré des pièces en février 2024 à Israël.

Le rôle d'Airbus interroge dans un contexte où des crimes de guerre sont massivement commis à Gaza. La filiale uruguayenne d'Airbus Helicopters aurait ainsi envoyé une technologie à un client inconnu en février 2024, en Israël. Nos recherches n'ont pas vraiment permis d'éclaircir la nature et le destinataire précis de ces pièces. Mais ces éléments soulèvent suffisamment de questions pour être abordés dans ce dossier. En effet, l'armée israélienne utilise plusieurs hélicoptères Dauphin AS565 dans le cadre des opérations navales¹ et la police opère avec six hélicoptères H125 et H145², y compris dans les territoires occupés.

Or la filiale d'Airbus dirigée par un français Jérôme Ronssin est compétente sur toute la gamme d'hélicoptères de la firme. Sa zone d'activité naturelle est l'Amérique latine. Comment expliquer que des technologies probablement fabriquées en Europe ou en Amérique du Nord « transitent » par l'Uruguay ? « 50 % du marché d'Airbus Helicopters est militaire et les États-Unis constituent le premier client. En contrepartie de ces achats, AH a construit deux usines Airbus aux États-Unis. La société ne représente que 8 % du marché mondial des hélicoptères et sa volonté est de se développer sur le marché militaire car elle est loin derrière. Airbus s'est déjà servi des filiales d'Amérique du Sud pour contourner la réglementation américaine il y a 10 ans. Pourquoi ne pourraient-elles pas être utilisées pour des raisons diplomatiques également ? » commente

un expert du secteur. Les relations entre les pays d'Amérique latine et Israël ont souvent été ambiguës. Récemment, l'intervention israélienne à Gaza a été critiquée par le Brésil et la Colombie. L'Uruguay s'est en revanche rapproché d'Israël ces dernières années³. L'unité Airbus de Montevideo n'est pas la plus grande d'Amérique latine, le pôle de maintenance est plutôt situé au Chili. L'entreprise européenne exploite-t-elle ce contexte politique plus favorable pour entretenir sa coopération avec Israël ?

Dans sa réponse à notre courrier, datée du 7 mai 2025, Airbus indique « *qu'aucune livraison contrevenant aux lois et réglementations applicables aux exportations n'a été effectuée à destination d'Israël. De manière plus générale, des procédures internes visent au respect des sanctions et embargos et la formation des personnels concernés assure le respect des lois et réglementations applicables* ».

Rappelons qu'Airbus a entretenu par le passé un partenariat avec Israel Aerospace Industries (IAI) pour la conception de drones destinés à l'armée française. Récemment, le groupe a également été mis en cause par Info Birmanie et Justice for Myanmar pour le partenariat entretenu avec AVIC (Aviation industry corporation of China), consortium chinois qui fournit des aéronefs de combat à la junte birmane⁴. Avec Mediacités, nous avons également documenté les nombreuses expéditions de technologies Airbus à la Russie, via des pays tiers malgré l'embargo⁵.

¹ « AS.565 Panther et corvette Eilat en exercice en Méditerranée Orientale », Avions légendaires, 23 décembre 2022, <https://www.avionslegendaires.net/2022/12/actu/as-565-panther-et-corvette-eilat-en-exercice-en-mediterranee-orientale/>

² Eli Senyor, « Israel Police receives four new helicopters », Ynetnews.com, 22 août 2017, <https://www.ynetnews.com/article/5005980>

³ L'Uruguay ouvrira un bureau diplomatique à Jérusalem – Eli Cohen, The Times of Israel, 17 août 2023, <https://fr.timesofisrael.com/uruguay-ouvrira-un-bureau-diplomatique-a-jerusalem-eli-cohen/>

⁴ Lire le communiqué de presse des deux organisations : « Le partenaire chinois d'Airbus, AVIC, complice des crimes internationaux commis par l'armée birmane », <https://www.info-birmanie.org/wp-content/uploads/Airbusted-Fr-CP.pdf>

⁵ Thibault Dumas, « Des pièces d'avion Airbus et Safran vendues à la Russie malgré l'embargo européen », Mediacités, 14 octobre 2024, <https://www.mediacytes.fr/enquete/toulouse/2024/10/14/des-pieces-davion-airbus-et-safran-vendues-a-la-russie-malgre-embargo-europeen/>

Total transaction count 152	Trade time 2024-02-21	B/L Number Undisclosed	Exporter AIRBUS HELICOPTERS CONO SUR S.A.
Latest trade time 2024-02-21	Importer UNPUBLISHED	Exporting country Uruguay	Importing country Israel
View All Data	Export Port CARRASCO	Import port Undisclosed	HS Code 8807300000
	Quantity 1 UNIDAD (C/U)	Weight Undisclosed	Amount \$31916.5
	Mode of transport CARRETERA		
	Product Desc las demas partes de aviones, helicopteros o aeronaves no tripuladas; partes de los aparatos de las partdas8801, 8802 u 8806, aeronaves, vehiculo		

Capture d'écran d'une base de données douanières (DR)

Le double langage de la France

La France est partie prenante des différents instruments de contrôle des transferts d'armement mis en place par la communauté internationale au fil des ans et des conflits... Mais, dans la pratique, le respect de ses engagements passe souvent après ses propres intérêts de puissance.

En France, tout ce qui concerne la production, la commercialisation du matériel militaire repose sur un régime d'autorisation de l'État. Cela engage la responsabilité de chacun de nous ! Concrètement, cela signifie que rien ne peut être fait sans un contrôle étroit de l'Exécutif... Les décisions d'exportation sont prises au cas par cas par le Premier ministre après instruction du dossier par la CIEEMG, Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériel de guerre. Présidée par le Secrétaire général de la défense et la sécurité nationale (SGDNS), elle est composée des ministères chargés des Affaires étrangères, des Armées et de l'Économie ; d'autres services de l'État comme les douanes ou les services de renseignement peuvent être appelés à donner leur avis...

Comme membre de l'Union européenne, les exportations de la France sont soumises à la Position commune du 8 décembre 2008, juridiquement contraignante, qui crée des obligations entre les États membres de l'Union européenne pour contrôler les transferts d'armement.

Ainsi, chaque exportation d'armes conventionnelles doit être examinée au regard de huit critères destinés « à empêcher les exportations de technologies et d'équipements militaires qui pourraient être utilisés à des fins de répression interne ou d'agression internationale, ou contribuer à l'instabilité régionale ». Appliqué strictement, ce critère devrait signifier la fin de la majorité des exportations au Moyen-Orient, ce qui n'est pas le cas !

La France — comme Israël — est membre du Traité sur le commerce des armes (TCA) de l'ONU, entré en vigueur le 24 décembre 2014.

Le TCA fonctionne de manière similaire à la Position commune de l'Union européenne avec l'obligation pour les États membres d'examiner chaque exportation au regard de critères sur l'utilisation des armes pour la violation du droit humanitaire, contre les civils ou venant renforcer des conflits... Mais c'est à chaque État de s'autoréguler. Il n'y a pas d'instance internationale chargée de sanctionner en cas de violation des critères du TCA ! D'où la poursuite des transferts dans les zones en conflits en toute impunité !

La France est signataire des Conventions de Genève qui sont la base du droit international humanitaire.

Comme le souligne depuis de nombreuses années le Comité international de la Croix-Rouge : « Un État qui transfère des armes ou des équipements militaires fournit au destinataire les moyens de s'engager dans un conflit armé, dont la conduite est régie par le droit international humanitaire. L'article premier commun aux quatre Conventions de Genève de 1949 stipule que les États ont l'obligation de "respecter et faire respecter" le droit international humanitaire. Afin d'éviter que l'accès non réglementé aux armes et aux munitions facilite les violations du droit humanitaire, la manière dont le destinataire est susceptible de respecter ce droit devrait être l'un des éléments à prendre en compte lors de toute décision en matière de transferts d'armes. »

Non respect des engagements

En effet, l'article premier commun des Conventions de Genève doit être interprété comme conférant aux États tiers non impliqués directement dans un conflit armé, une double « obligation négative » — à savoir ne pas encourager une partie à un conflit armé à violer le droit international humanitaire, ni prendre des mesures susceptibles d'aider à commettre de telles violations — et une « obligation positive » — consistant à prendre des mesures appropriées pour mettre un terme aux violations. Les exportations de matériel militaire doivent donc être examinées à la lumière de l'obligation qui incombe aux États d'assurer le respect du droit humanitaire. Ce qui n'est pas le cas.

Lorsqu'un conflit se déclenche, une des premières mesures prises par le Conseil de sécurité est en règle générale de prononcer un embargo sur les livraisons d'armes en direction des acteurs.

Lors du premier conflit israélo-arabe en 1948, le Conseil de sécurité avait décrété un embargo sur les transferts d'armes. Mais il fut de courte durée et levé en 1949 après la signature d'une convention d'armistice entre Israël, l'Égypte, la Jordanie, le Liban et la Syrie. Depuis, aucune résolution spécifique de restriction des flux d'armes n'a été adoptée par le Conseil de sécurité — bloqué par le droit de veto dont bénéficie les cinq membres permanents —, et ce malgré la persistance et l'intensification du conflit. Ni, non plus, par les principaux États qui fournissent du matériel militaire à destination des protagonistes de ce conflit.

L'urgence d'une réappropriation citoyenne

Nous parlons de milliers de composants qui peuvent se retrouver dans les missiles, avions de chasse, satellites israéliens et autres armes utilisés par l'armée d'Israël à l'encontre des Palestiniens et des populations de la région. Certes cela peut représenter une valeur financière marginale, pour les produits transférés par la France, mais sans ces composants spécifiques adaptés aux conditions extrêmes des opérations militaires, ou à des usages militaires précis, l'armée israélienne se retrouverait sans doute à court de solutions technologiques dans certaines situations.

La France détient un savoir-faire en matière d'électronique qui peut inspirer Israël sur certains segments. Des technologies provenant, par exemple, du CEA-Leti — un institut de recherche technologique du Commissariat à l'énergie atomique basé à Grenoble — ont nourri des développements communs avec Israël. C'est le cas de la technologie du silicium sur isolant (FD-SOI) commercialisée par STMicroelectronics ou des travaux sur la mémoire des composants pour l'armement qui font l'objet de co-développement avec Israël à travers des entreprises comme Dolphin Design basée depuis 2018 dans l'Isère à Meylan et qui possède un bureau d'ingénieur en Israël à Netanya ; ou l'israélienne Weebit Nano implantée à Grenoble. Dans le domaine des substrats pour composants FD-SOI, l'entreprise Soitec a pour cliente la fonderie israélienne Tower Semiconductor¹.

La France à la recherche des ingénieurs israéliens

Mais Israël est d'abord vu par les entreprises comme un centre de développement tourné vers les technologies « testées au combat » ; c'est-à-dire répondant au contrôle de la bande de Gaza (drones, IA, surveillance de la population...). Ces dernières co-développent des nouvelles gammes de produits à dominante militaire avec des partenaires israéliens, comme le montrent les exemples de Radiall et Nicomatic. Des composants parfois expressément adaptés aux besoins militaires de l'État d'Israël.

Plusieurs spécificités de la coopération France-Israël peuvent ainsi être identifiées :

- les industriels sont tout d'abord moins intéressés par le marché israélien que par les ressources en ingénierie qu'ils peuvent y trouver afin de capter les innovations israéliennes. Le but est de développer

des solutions plus performantes pour le marché mondial ;

- leur objectif est de se placer en amont du développement des projets militaires ou civils, au niveau des startups. C'est une façon de se mettre dans la roue des innovations israéliennes avec l'espoir de gagner en cas de succès des parts de marché mondial ;

- l'industrialisation des projets développés en Israël est de plus en plus délocalisée en Chine ou en Inde. La France qui a sous-traité une partie de sa production dans le domaine de l'électronique à l'Inde trouve une plate-forme commune avec Israël qui mise aussi sur les technologies indiennes. L'Inde est donc un pôle d'industrialisation de solutions françaises, comme nous le montrent ces exports de composants Radiall, Exxelia, Nicomatic à Israël depuis les usines de Nashik ou Bangalore ;

- les entreprises israéliennes s'associent avec leurs concurrents occidentaux pour gagner de nouveaux marchés. C'est d'autant plus vrai dans le domaine militaire où l'acquisition de solutions passe par des accords étatiques.

Israël est connu pour être un pays très « militarisé » en raison de l'occupation que le pays inflige aux Palestiniens. Dans des domaines tels que la robotique, les outils de surveillance, l'armée bénéficie de budgets importants, où des startups imbriquées avec le monde civil développent des technologies. La guerre en Palestine sert donc de laboratoire géant à des technologies qui sont sous la loupe des fabricants d'armement français.

Tirer profit de la guerre à Gaza

Ainsi, Odysight, qui travaille sur des solutions d'IA vidéo pour la maintenance militaire, fait partie des startups israéliennes venues du monde « sécuritaire » qui ont pris de l'ampleur suite aux dernières opérations à Gaza. Or Safran fait partie des principaux partenaires d'Odysight, lui fournissant ainsi des fonds supplémentaires, son réseau de clients et une légitimité internationale. L'entreprise bénéficie ainsi d'un savoir-faire israélien perfectionné au prix du sang versé en Palestine puisque ce système Odysight est placé sur les hélicoptères

¹Groupe Grothendieck, op.cit.

Apache Black Hawk utilisés à Gaza. L'armement devient de plus en plus « un service en temps réel » avec le développement de la mise en réseau des données sur le champ de bataille.

Dans quelle mesure Safran partage-t-elle des données « informatiques » liées à l'équipement aéronautique des forces militaires françaises avec Odysight ? À cette question Safran oppose un silence, quand bien même elle nous avait précédemment reproché, suite à la publication d'un communiqué sur la Russie en 2023, de ne pas développer de « démarche de vérification auprès des entités concernées, ne serait-ce que pour [nous] assurer autant que faire se peut que les données sur lesquelles [nous] basons [notre] analyse sont sérieuses ». Qu'en conclure ?

Odysight est une société venue du monde de la sécurité qui a adapté ses technologies pour la défense. « En réalité, les frontières s'estompent dans le monde technologique. Le terme "double usage" prend une autre tournure : il n'existe plus de frontières claires entre les technologies utilisées à des fins civiles et celles utilisées à des fins sécuritaires », explique Nir Weingold, colonel de l'armée israélienne en charge de la planification de l'armement².

Si les innovations militaires dérivent de plus en plus du civil, que penser de la politique de STMicroelectronics qui accompagne des startups mobilisées sur le développement de la voiture autonome et de la high tech ? Avec le conflit à Gaza, Elbit Systems a mobilisé la filière automobile pour produire du matériel militaire plus rapidement. Une tendance qui va se renforcer puisque le but est de produire « plus rapide/moins cher/plus » au lieu de « plus lent/meilleur/moins », c'est-à-dire des équipements « bon marché », jetables dans des guerres où la population civile ne vaut pas beaucoup plus³.

Des « armes cachées » derrière la course aux objets connectés, à l'IA, au véhicule autonome...

Le secteur de l'imagerie lié à l'automobile vient d'ailleurs lui-même de... l'armement. La tech israélienne est étroitement imbriquée avec le domaine militaire puisque des soldats sont formés à l'ingénierie en matière d'électronique durant leur service militaire. Les caméras intelligentes pour véhicules développées par Adasky proviennent de l'imagerie des drones et missiles de l'entreprise Rafael. Et dans ces caméras intelligentes, il y a des puces de STMicroelectronics. Comment s'assurer dans ces conditions que l'apport technologique de la firme franco-italienne ne va pas servir à améliorer le savoir-faire en matière d'armement ? Dans quelle mesure les ex-ingénieurs de Rafael au sein d'Adasky

ne transmettent-ils pas des retours d'expérience à leurs ex-collègues ? Le PDG d'Adasky est un ancien général de l'armée de l'air israélienne...

Bref, cette convergence d'intérêts doit nous interroger. Si les entreprises d'armement et l'armée française profitent des technologies expérimentées à Gaza, c'est aussi le cas du consommateur français moyen qui achète les dernières générations de véhicule... Il faut réinterroger notre rapport plus global à la consommation et à la technologie. Il est temps de sortir d'une vision rigide de celle-ci, séparant les « bons usages » des « mauvais ». Les technologies génèrent toujours des usages qui n'étaient pas prévus ou affichés au moment de leur développement. Si on ne s'interroge pas sur la dynamique de militarisation croissante qui affecte nos sociétés, il semble évident que nous continuerons à produire toujours plus d'« armes cachées » derrière la course aux objets connectés, à l'IA, au véhicule autonome... Se diriger vers un mode de vie « sobre » n'est pas un luxe, c'est une nécessité pour « circonscrire » un complexe militaro-technologique hors-de-contrôle du point de vue démocratique.

Capitaliser sur la fragmentation de l'information, de la réponse politique

En effet, et c'est le dernier point, la coopération entre la France et Israël s'inscrit dans un réseau de production mondialisé qui rend de plus en plus obsolète les frontières et inopérants les cadres juridiques auxquelles elle est assujettie. Si un acteur de la filière est irrigué par un financement, un soutien technologique, cela aura une répercussion sur des chaînes de production situées à l'autre bout de la planète. Et l'origine de la répercussion finale ne sera pas forcément visible. L'opacité cache mal la volonté de « capitaliser » sur la fragmentation de l'information, de la réponse politique pour encourager l'innovation, le commerce et surtout développer l'outil militaire au détriment du reste...

Dans ce modèle où les chaînes de fabrication sont enchevêtrées, on ne peut pas séparer la question de notre coopération militaire avec Israël de celle plus globale du réarmement. Il est important de comprendre que les budgets levés au niveau national ou de l'Union européenne pour produire une quantité astronomique d'armement, ruisselleront en cascade sur de nombreux conflits. En effet, faute de contrôle démocratique efficient, une partie des technologies produites irriguera, que ce soit au niveau des

²Amir Mizroch, « De A à Z – notre système de sécurité est en panne », Zman.co.il, 8 juillet 2024, <https://www.zman.co.il/501550/>.

³Ibid.

financements, de la recherche et développement, de l'industrialisation ou des passerelles avec le monde civil, les zones de conflit sans forcément que l'on puisse en tracer l'origine... Or cette dynamique de réarmement est pour le moment peu discutée et suscite plutôt l'adhésion.

L'urgence d'agir

Il est donc urgent de se réapproprier ce sujet en tant que citoyen. Pour cela, il est possible :

- d'interpeller nos parlementaires en demandant l'établissement d'une commission d'enquête sur notre coopération militaire entre la France et Israël ;
- d'écrire aux membres de la Commission parlementaire de contrôle des exportations d'armement⁴. Celle-ci vient tout juste de démarrer ses travaux. Mais son format a minima, ajouté au peu d'interventions parlementaires sur le sujet, risque de laisser encore la voie libre à l'exécutif. Au citoyen d'interpeller ses représentants afin que cette Commission ne se borne pas à de vagues constats, mais demande des explications à l'exécutif, à l'instar des pratiques en cours en Suède, aux Pays-Bas et, périodiquement, au Royaume-Uni ;
- d'écrire aux députés européens pour qu'ils remettent en cause les projets européens de financement de l'armement — qui n'incluent pas Israël contrairement au programme Horizon 2020 — mais financent des entreprises européennes qui entretiennent des partenariats avec des sociétés israéliennes⁵. Un contrôle parlementaire sur l'octroi de ces financements, sur les cessions de propriété intellectuelle et l'export final des équipements exportés doit être instauré ;

• de rallier le Réseau de surveillance des entreprises d'armement⁶ que nous avons mis en place en 2022 pour interroger durablement le rôle et la place de cette industrie dans la société. Les participants forment des groupes d'enquête mobilisés sur des investigations sur l'industrie locale d'armement. Une fois leur enquête publiée, ils peuvent mener des actions d'interpellation en lien avec d'autres collectifs. Des groupes se sont déjà formés à Grenoble, Bordeaux, Lyon, Nancy et dans la région parisienne. Rejoignez-les ou fondez-en un nouveau. L'Observatoire des armements est là pour vous accompagner ;

• de participer à différentes actions d'interpellation autour des salons et entreprises d'armement, telles que celles initiées par différents groupes de soutien à la Palestine comme « Stop arming Israel France »⁷.

⁴Page dédiée à la Commission sur le site du Sénat : <https://www.senat.fr/travaux-parlementaires/commissions/commission-des-affaires-etrangeres-de-la-defense-et-des-forces-armees/commission-parlementaire-devaluation-de-la-politique-du-gouvernement-dexportation-de-materiels-de-guerre.html>

⁵« Enaat – Position paper on EDIP », avril 2025, https://enaat.org/wp-content/uploads/2025/04/EDIP_ENAAT_PositionPaper_April2025.pdf ; Observatoire des armements, FIDH, Mwatana for Human Rights et Gulf Centre for Human Rights (GCHR), L'Union européenne prêche la paix et vend la guerre : comment l'Europe arme les régimes meurtriers du Moyen-Orient, juin 2024, <https://www.obsarm.info/spip.php?article652>

⁶Pour en savoir plus : <https://www.obsarm.info/spip.php?article357>

⁷Cf. <https://padlet.com/stoparmingisraelfrance>



Coordination d'un réseau de surveillance des entreprises d'armement

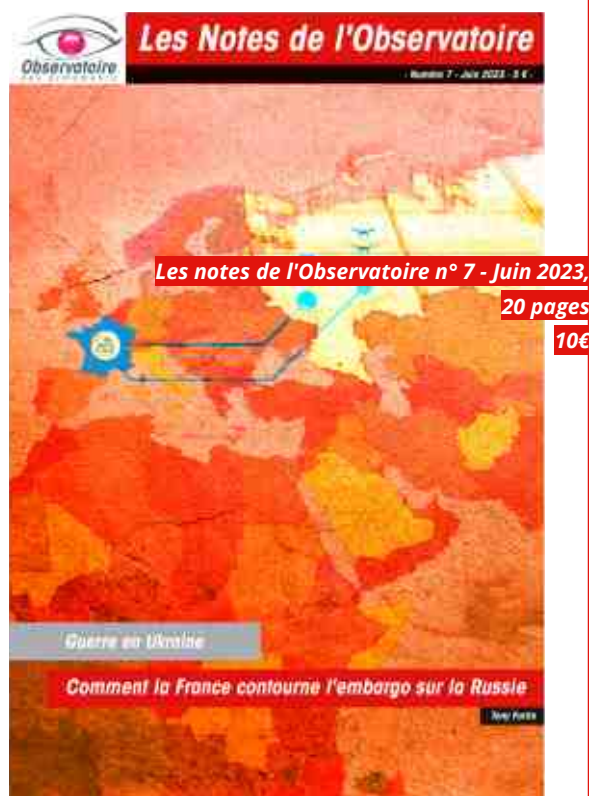
Pour renforcer la sensibilisation sur le rôle des entreprises d'armement en France et leur impact sur les conflits, l'Observatoire des armements met en place un Réseau de surveillance des entreprises d'armement, dans le prolongement de l'étude et des actions sur « La guerre se fabrique près de chez nous ».

**Vous souhaitez devenir enquêteur, enquêtrice, contribuer au réseau ?
Prenez contact avec nous - relais@obsarm.info**

Se maintenir informé-e et diffuser



Au mois de mai 2022, l'Observatoire des armements a publié un rapport sur l'impact des entreprises d'armement de la Région Auvergne-Rhône-Alpes sur les conflits. Il documente notamment 11 sociétés qui alimentent les guerres et répressions actuelles : Palestine, Yémen, Égypte, République démocratique du Congo... À chacun-e de nous de se mobiliser et à nos décideurs d'agir pour éliminer l'empreinte de la région sur les violations de droits humains.



Le lundi 19 juin 2023 à Paris-Bourget s'est déroulé, le plus grand salon mondial de l'aéronautique (civile et militaire). La Russie ne disposera pas d'un pavillon comme lors des précédentes éditions de ce salon, mais cela ne signifie pas pour autant que les sanctions à son encontre soient rigoureusement appliquées. L'embargo comporte des failles et des entreprises françaises continuent à exporter des composants que l'on retrouve dans les armes russes utilisées en Ukraine.



MES INFORMATIONS

Nom :
Prénom :
Adresse :
CP :
Commune :
Tél :
E-mail :

☐ Je souhaite recevoir les informations de l'Observatoire par mail ou par la poste

Ce bulletin est à envoyer :
Observatoire des armements / CDRPC
187, montée de Choulans, 69005 Lyon

Les données personnelles fournies sur ce formulaire sont traitées par l'Observatoire des armements, afin de vous envoyer nos publications d'engagement, qu'elles soient pour des nouvelles publications, pour des appels aux dons ou pour des manifestations. Vos coordonnées ne sont pas échangées avec d'autres structures (entreprises, associations ou publiques). Conformément au Règlement européen général sur la protection des données du 27 avril 2016 et à la loi informatique et libertés modifiée, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'ajournement, de limitation et d'opposition au traitement des données vous concernant ainsi qu'un droit à la portabilité.

Coordonnées bancaires de l'association

La Banque postale, Centre de Lyon, compte n° 03305965038
IBAN : FR71 2004 1010 0703 3059 6503 853
BIC : PSSFR33XXX

EN FAISANT DES DONS RÉGULIERS

OUI, j'adhère aux actions de l'Observatoire et je le soutiens mensuellement à hauteur de :

☐ **8 €** ☐ **10 €**
☐ **15 €** ☐ **40 €**
☐ **60 €** ☐€
(autre montant)

Flasher ce QR-Code
pour mettre en place
des dons récurrents
par carte de crédit



Je fais mes dons par :

☐ Virement automatique (voir l'IBAN en haut à droite de ce document)
☐ Prélèvement automatique (veuillez remplir et signer l'autorisation de prélèvement SEPA)

66% de mes dons sont déductibles de mes impôts sur le revenu, dans la limite de 20% du revenu imposable. Nous vous enverrons un reçu fiscal.

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT SEPA

IDENTIFICATION

N° national d'émetteur : FR43ZZZ473566
Nom et adresse du créancier : Observatoire des armements / CDRPC
187, montée de Choulans 69005 LYON (Association loi 1901 à but non lucratif)

MES COORDONNÉES BANCAIRES (Copie à décoller)

IBAN									
BIC									

Fait à : Date :
Signature (obligatoire)

Joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB)

EN SOUTENANT LES ACTIVITÉS

OUI, je soutiens les actions de l'Observatoire et je fais un don.

☐ **30 €** ☐ **50 €**
☐ **100 €** ☐ **200 €**
☐ **300 €** ☐€
(autre montant)

Flasher ce QR-Code
pour faire un don
ponctuel par carte de
crédit



Je souhaite devenir « Ami-e de l'Observatoire des armements »
(Ce montant d'adhésion est fixé par le Conseil d'administration) ☐ **15 €**

66% de mes dons et adhésions sont déductibles de mes impôts sur le revenu, dans la limite de 20% du revenu imposable. Nous vous enverrons un reçu fiscal.

Je commande de la documentation pour m'informer et diffuser.

Les frais de port sont compris dans le prix indiqué.

	quantité	prix
- Revue Damoclès / 4 numéros / Abonnement		16 €
- Revue Damoclès par numéro n°		10 €
- L'Union européenne prêche la paix et vend la guerre (2024)		10 €
- La guerre se fabrique près de chez nous #2 : Guerre en Ukraine (2023)		10€
- La guerre se fabrique près de chez nous #1 (2022)		10€
- Une union militarisée : comprendre et affronter la militarisation de l'UE (2021)		10€
- Déchets nucléaires militaires (2021)		10 €
- Le contrôle parlementaire des exportations d'armes (2021)		10 €
- TOTAL au Yémen (2019)		10 €
- Résister à la militarisation (2018)		25 €
- La coopération militaire et sécuritaire France-Israël (2017)		10 €

Je fais au total un règlement de €

☐ Chèque bancaire à l'ordre d'Observatoire des armements
☐ Virement (voir l'IBAN en haut à droite de ce document)

AGIR POUR DÉSARMER

Pourquoi la mobilisation est-elle nécessaire ?



Sans mobilisation citoyenne, il n'y aurait pas eu de Traité d'interdiction des mines antipersonnel en 1997, des bombes à sous-munitions en 2008. Ces armes destructrices seraient toujours en circulation... De même, nous n'aurions pas obtenu en 2017 l'adoption par 122 États à l'ONU du Traité d'interdiction des armes nucléaires et son entrée en vigueur le 22 janvier 2021...

Suite à l'action d'ONG et de parlementaires sur le Yémen, une mission d'information a été mise en place en 2019 à l'Assemblée nationale. Son objectif : renforcer le contrôle du Parlement sur les ventes d'armes. Elle a rendu ses conclusions en novembre 2020 contenant 35 propositions dont « Instituer une délégation parlementaire au contrôle des exportations d'armement et de biens à double usage, bicamérale et en format restreint »... Reste maintenant à obtenir leur mise en œuvre.

Commerce des armes : quelques données clés

Outre cette étude, sur notre site — www.obsarm.info — vous trouverez des données, des argumentaires complémentaires. Vous pouvez aussi venir consulter la documentation de l'Observatoire, préparer le débat avec nous, nous inviter à intervenir, utiliser un documentaire, un film comme support au débat...

Voici quelques éléments en résumé qui peuvent être développés :

- La France est le deuxième vendeur d'armes au monde, derrière les États-Unis ; 40 % des ventes d'armes françaises sont dédiées au Moyen-Orient. Nos premiers clients sont l'Inde, l'Arabie saoudite et l'Égypte ;

- Les ventes d'armes représentent un enjeu politique plus qu'économique. Il ne s'agit pas d'un marché libre ; la production et le commerce de matériel militaire sont interdits par la loi (article L2331-1 du Code de la Défense). Les industriels doivent demander une « dérogation », c'est-à-dire une « licence » aux autorités pour produire et vendre des armes. Le poids de ce marché dans l'économie française est faible : un peu plus de 2,7 % du total des exportations... Les ventes d'armes relèvent d'abord d'un choix politique ;

La France viole le droit international quand, par exemple, elle exporte des armes à l'Arabie saoudite qui sont utilisées dans la guerre au Yémen... Une réglementation internationale existe (Traité sur le commerce des armes (ONU) et Position Commune de l'Union européenne), mais elle repose sur l'autorégulation des États, responsables à la fois de l'exportation d'armes et de leur contrôle. C'est le cas en France : une Commission interministérielle (CIEMMG), sous l'autorité du Premier ministre, octroie les licences d'exportation. Dans d'autres pays tels que l'Allemagne, le Royaume-Uni ou la Suède, le pouvoir exécutif a également le dernier mot, mais le Parlement dispose d'une commission dédiée qui a accès au « secret défense » pour contrôler les transferts d'armement et les met régulièrement en discussion. De tels débats n'existent pas en France.

Vous pouvez aussi utiliser comme support de débat les vidéos publiées sur notre chaîne :

YouTube : <https://www.youtube.com/channel/UCDI8uC97a8GZH9tqpTp33RA>

Peertube : https://video.antopie.org/a/observatoire_des_armements/video-channels

La guerre se fabrique près de chez nous...

Gaza : Comment la France coopère avec Israël

« Si on appelle à un cessez-le-feu, la cohérence, c'est de ne pas fournir les armes de la guerre »,

Emmanuel Macron, 5 octobre 2024

Alors que l'Espagne, les Pays-Bas, le Royaume-Uni ont suspendu depuis déjà plusieurs mois certaines exportations d'armes vers Israël, que Madrid a annoncé un « plan de déconnexion technologique » avec l'État hébreu, les autorités françaises intensifient leur coopération et évacuent tout débat.

Cela devient malheureusement un classique. Les morts se multiplient dans un conflit, l'indignation internationale est toujours plus vive mais la France s'arc-boute sur ses positions. Ce qui était vrai pour le Yémen et l'Égypte se vérifie encore une fois pour l'offensive israélienne sans précédent contre Gaza.

Minimiser les exportations à Israël sous prétexte que le matériel n'est pas considéré comme de l'armement ou se réduit à des composants à double usage est une façon de parier sur la méconnaissance de l'industrie de l'armement par le grand public et le désintérêt d'une large majorité de parlementaires...

Cette nouvelle Note de l'Observatoire s'inscrit dans le cadre du Réseau de surveillance des entreprises d'armement mis en place depuis 2022 pour renforcer la sensibilisation sur le rôle des entreprises d'armement en France et leur impact sur les conflits.

Cette note n'est pas une vue d'ensemble des relations entre la France et Israël dans le domaine militaire, mais une photographie de la situation à un moment donné qui prolonge les travaux antérieurs de l'Observatoire des armements. Elle se focalise sur les relations avec Israël de six entreprises implantées en France.



Les Notes de l'Observatoire - N° 8 - Juin 2025 - 5€

Adresse : 187, montée de Choulans 69005 Lyon

Téléphone : +33 04 78 36 93 03

Courriel électronique : relais@obsarm.info

Site internet : <https://www.obsarm.info>